

N. Bauquet : « Il faut à la fois faire le deuil du monde que l'on a connu et recommencer à rêver »

Transition écologique 14 septembre 2026

Feux en forêt de Fontainebleau, sécheresse, cours d'eau durement touchés : la canicule de cet été fait basculer l'Île-de-France dans un nouveau régime climatique, estime Nicolas Bauquet. Le directeur général de l'Institut Paris Region, qui publiera en septembre un bilan de l'épisode, conteste tout backlash écologique au niveau territorial, réclame la sanctuarisation du ZAN et invite à recommencer à rêver : connecter le Grand Paris express aux espaces naturels, faire de la région un territoire cyclable, remettre l'eau dans la ville. Il réorganise aussi sa direction autour d'un comité exécutif.

Comment avez-vous vécu cette canicule ?

Nous avons été surpris par la durée et l'ampleur mais malheureusement confortés sur les constats. La carte de vulnérabilité des forêts franciliennes aux feux, élaborée l'an dernier pour les services de l'État, décrivait presque chirurgicalement les zones où les incendies ont eu lieu, en forêt de Fontainebleau. Nous avons anticipé les phénomènes, mais pas assez la rapidité avec laquelle ils allaient se produire. C'est notre mea culpa : nous avons beaucoup insisté sur les changements de trajectoire, pas assez sur leur brutalité.

En quoi est-ce un changement d'époque ?

Le changement climatique n'est pas seulement une trajectoire de températures, c'est une ouverture de l'amplitude de ce à quoi on peut s'attendre. Il faut anticiper des événements qui hier encore apparaissaient en dehors des limites du possible : la canicule et la sécheresse, mais aussi des inondations nouvelles, où s'ajoute au risque classique de la crue de type 1910 le ruissellement, d'une soudaineté absolue. Les acteurs avec lesquels nous avons échangé tout l'été ont le sentiment d'un monde nouveau : il y a un deuil à faire, et une urgence à agir. Nous contribuerons en septembre au bilan de l'été, comme l'a déjà fait le Grec [groupement régional d'experts sur le climat, ndlr] : c'est tout le métabolisme de la région qui a été touché.



Nicolas Bauquet. © Jgp

Et en même temps, on a aussi le sentiment d'un « backlash écologique » et d'un recul sur toutes les ambitions de la transition...

Je m'inscris en faux : il n'y a pas de backlash écologique au niveau territorial. On observe au contraire, depuis deux ou trois ans, une mobilisation très forte des élus de toutes couleurs politiques, mais aussi des syndicats d'eau et d'énergie, que la canicule va accélérer. Notre principal obstacle, c'est le manque de clarté sur les objectifs : ce qui peut apparaître comme un détricotage de dispositif comme les ZFE ou le DPE n'est en fait que la conséquence d'une confrontation au réel de dispositifs conçus sans études d'impact. Et aussi de politiques dont les objectifs sont ambigus. La priorité absolue doit être la décarbonation. On ne peut pas à la fois proclamer la nécessité de l'électrification, et avoir des dispositifs qui, comme le décret tertiaire, vont mobiliser des milliards d'euros sans qu'on sache si c'est pour réellement réduire les émissions de GES, ou seulement les consommations énergétiques. Ce qui doit nous réunir, c'est l'adaptation et la décarbonation, notamment par l'électrification, dans un pays doté d'une électricité décarbonée et abondante.

D'où votre défense du ZAN ?

Le ZAN, lui, vise clairement ces deux objectifs de décarbonation et d'adaptation : artificialiser les sols, c'est émettre du carbone, priver les sols de leur fonction d'absorption et nous fragiliser face aux îlots de chaleur. Il doit rester sanctuarisé. Nous avons la chance d'avoir une boussole claire avec le Sdrif-E : les acteurs ont dessiné collectivement une trajectoire, et elle est respectée – le bilan de la consommation foncière publié l'an dernier montre déjà une forte réduction. La priorité, c'est la mobilisation régionale pour le mettre en œuvre dans les nouveaux documents d'urbanisme.

Vous appelez pourtant à « recommencer à rêver »...

Nous en avons le droit et le devoir pour les générations suivantes. Nous avons besoin de projets collectifs, et pas juste de nouveaux concepts. Or nous avons en Île-de-France des atouts incroyables, et notamment un réseau de transport collectif presque unique au monde, et des espaces de nature largement préservés et souvent insoupçonnés. Connectons les deux, et nous pourrions transformer notre manière d'habiter notre région. Nous y travaillons concrètement en menant des ateliers territoriaux à Rosny-Bois-Perrier [Seine-Saint-Denis] et à Brunoy [Essonne] avec la Société des grands projets et Île-de-France nature pour faire de ces quartiers des connecteurs

vers les espaces de nature. Les choses se jouent à cette échelle très locale, et à l'échelle régionale : la forêt urbaine de la place de Catalogne [Paris 14^e arr.], c'est très bien, mais ce qui change la donne, ce sont les grandes zones naturelles régionales, comme la forêt de Maubuisson [Val-d'Oise]. Ce mode de vie décarboné relié à la nature n'est pas un mode de vie « bobo » : c'est une ambition sociale et politique autant qu'environnementale, pour 12 millions de Franciliens.

Et les deux autres ?

Une grande région vélo : depuis 2019, les infrastructures cyclables ont presque doublé, de 4 500 à plus de 9 000 km, pour 1,8 million d'utilisateurs quotidiens, bien au-delà de la zone dense. Nous pouvons aller plus loin, et nous lançons une réflexion sur ce sujet. Troisième ambition, l'eau dans la ville. Il faut dépasser les querelles public-privé, faire bouger vite la réglementation sur les eaux pluviales, leur stockage, et la réutilisation des eaux usées, anticiper à la fois l'évolution de la ressource et celle des usages. Cet été a montré les limites du remède que constitue la végétalisation. La combinaison des canicules et de la sécheresse a été telle que les espaces de nature n'ont plus joué complètement leur rôle de rafraîchissement. Pas de végétalisation sans action massive sur l'eau, et le temps des expérimentations est passé, il faut agir à grande échelle.

Que peut vous demander un maire ou un président d'intercommunalité ?

Nous offrons deux niveaux d'appui. L'adhésion à l'Institut Paris Region donne accès à nos données et à nos groupes de travail, où les équipes échangent avec nos experts et entre pairs autour des meilleures données. En complément, nous pouvons couvrir, sous forme de prestations, toutes les phases des politiques territoriales, depuis le diagnostic jusqu'au projet de territoire, en allant jusqu'à des exercices prospectifs, pour aider à arbitrer entre biodiversité, logement et activité sur un terrain mutable. Grand Paris Seine et Oise [Yvelines] nous a confié sa stratégie de renaturation ; Cœur d'Essonne Agglomération, le diagnostic de ses zones d'activité économique. On peut nous mobiliser sans être adhérent, comme l'inverse. Face à un bureau d'études, notre spécificité tient à la transversalité, aux échelles et à la durée. 65 ans d'existence font de nous un tiers de confiance capable de dire aux élus ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre. La décision leur revient toujours, mais elle peut s'appuyer sur une base solide de données, d'expertises et de conseils.

Le Grand Paris express a été conçu avant le Covid et la crise du tertiaire. En mesurez-vous les effets ?

C'est typiquement ce sur quoi nous avons travaillé dans les ateliers Saclay 2035, où nous étions mobilisés notamment sur la qualité de vie et le logement. L'équilibre de ces nouveaux quartiers est percuté par la crise du tertiaire, qui bouscule les programmations. Ces équilibres économiques, nous y avons aussi travaillé à propos de la ZAC de Guyancourt [Yvelines], pour le compte de l'Epaps [Établissement public d'aménagement de Paris-Saclay]. Beaucoup de territoires espèrent un relais par de nouvelles formes d'immobilier économique, qu'il s'agisse du « techttaire », des sciences de la vie ou de l'enseignement supérieur privé. Ce ne seront pas des relais miracles : l'immobilier des sciences de la vie double déjà à l'échelle francilienne et les grands besoins seront bientôt satisfaits, tandis que l'ère de la croissance de l'enseignement supérieur arrive à son terme. Surtout, le Grand Paris express rebat la géographie francilienne. L'enjeu est de savoir s'il sera un vrai outil de polycentrisme, y compris économique, ou s'il favorisera la concentration dans quelques quartiers, au premier rang desquels le quartier central des affaires parisien et La Défense. Plusieurs territoires nous mobilisent déjà pour anticiper ces effets, qui seront décalés dans le temps : recevoir une gare en 2028, en 2030 ou en 2035 n'a pas la même portée.

L'Institut Paris Region se dote d'un comité exécutif

Après le départ de Sébastien Alavoine, adjoint au directeur général, pour l'Établissement public foncier d'Île-de-France, où il devient directeur général adjoint, Nicolas Bauquet met en place un comité exécutif resserré autour de lui. Trois directeurs généraux adjoints y siègent : Sandrine Barreiro pour l'aménagement, Thomas Hemmerdinger pour l'environnement, jusqu'ici directeur de l'Arec, et Léo Fauconnet pour le logement et la société. Le département environnement et l'Arec fusionnent à cette occasion. Stéfan Bove, urbaniste passé par de grands contrats internationaux au sein de la maison, prend la direction du développement. Le comex accueille aussi Laurie Gobled, directrice du département Data et Innovation numérique, et la secrétaire générale de l'Institut Corinne Gadini. L'objectif affiché est la transversalité : « Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de faire dialoguer les expertises et les données », explique Nicolas Bauquet, pour disposer de « nouveaux outils stratégiques » mobilisables sur l'ensemble des problématiques des collectivités.



De g. à dr. et de haut en bas : Sandrine Barreiro, DGA aménagement, Thomas Hemmerdinger, DGA environnement, Léo Fauconnet, DGA logement, Stéfan Bove, directeur du développement, Laurie Gobled, directrice du département data et innovation numérique, et Corinne Gadini, secrétaire générale de l'IPR. © Institut Paris Region